

pour la septième chambre : le jeudi;
pour la huitième chambre : le mardi;
pour la neuvième chambre : le jeudi;
pour la dixième chambre : le vendredi.

Les audiences commencent à 15 heures, sauf celles des septième et dixième chambres, qui commencent à 14 heures.

§ 2. Les audiences de référé se tiennent les lundi, mercredi et vendredi à 9 heures.

§ 3. Le bureau d'assistance judiciaire siège le mardi à 14 heures.

§ 4. Les audiences mentionnées dans les articles 5 et 6 de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel, ont lieu les lundi, mercredi et vendredi à 9 heures.

Art. 3. Le président peut, selon les besoins du service et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir par une ou plusieurs chambres des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures.

Art. 4. Les introductions se font devant les première, deuxième, cinquième et huitième chambres. Les affaires relatives au paiement en capital d'un tiers de la valeur de la rente en application de la législation sur les accidents du travail, sont introduites devant la troisième chambre.

Art. 5. Les ordonnances que le président prend en exécution des articles 89 et 90 du Code judiciaire ou du présent règlement sont affichées au greffe et le premier président de la cour du travail ainsi que l'auditeur du travail en sont immédiatement avisés.

Art. 6. Le président du tribunal fixe, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacation et désigne les magistrats qui doivent y siéger.

Le président du tribunal peut, en tout temps, modifier ce tableau selon les nécessités du service.

Art. 7. L'arrêté royal du 20 août 1985 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Gand est abrogé.

Art. 8. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

de zevende kamer : op donderdag;
de achtste kamer : op dinsdag;
de negende kamer : op donderdag;
de tiende kamer : op vrijdag.

De zittingen beginnen om 15 uur, behoudens in de zevende en de tiende kamer waar zij om 14 uur beginnen.

§ 2. De zittingen in kort geding worden gehouden op maandag, woensdag en vrijdag te 9 uur.

§ 3. Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op dinsdag te 14 uur.

§ 4. De rechtsdagen waarvan sprake in de artikelen 5 en 6 van de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden, worden gehouden op maandag, woensdag en vrijdag te 9 uur.

Art. 3. Indien de behoeften van de dienst het vergen, kan de voorzitter na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat één of meer kamers bijkomende zittingen zullen houden op de dagen en de uren die hij vaststelt.

Art. 4. De inleidingen geschieden voor de eerste, tweede, vijfde en achtste kamer. Evenwel worden de zaken die betrekking hebben op de uitbetaling van een derde van de waarde van de rente als kapitaal bij toepassing van de wetgeving inzake arbeidsongevallen, ingeleid voor de derde kamer.

Art. 5. Van de beschikkingen van de voorzitter op grond van de artikelen 89 en 90 of op grond van dit reglement wordt kennis gegeven aan de eerste voorzitter van het arbeidshof en aan de arbeidsauditeur en die beschikkingen worden ter griffie aangeplakt.

Art. 6. De voorzitter bepaalt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, dag en uur van de vakantiezittingen en wijst de magistraten aan die er zitting zullen houden.

De voorzitter kan te allen tijde die lijst wijzigen volgens de behoeften van de dienst.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 20 augustus 1985 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Gent wordt opgeheven.

Art. 8. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 2236

[S - C - 97/16246]

8 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 octobre 1996 déterminant les paiements supplémentaires de prime à la vache allaitante et de prime spéciale aux producteurs de viande bovine

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu la loi du 16 décembre 1996 contenant le quatrième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1996 et le deuxième ajustement du Budget des voies et moyens de l'année budgétaire 1996;

Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, notamment l'article 5;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 2236

[S - C - 16246]

8 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 tot vaststelling van de extra betalingen van de zoogkoeienpremie en de speciale premie voor producenten van rundvlees

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten;

Gelet op de wet van 16 december 1996 houdende vierde aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1996 en tweede aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting van het begrotingsjaar 1996;

Gelet op de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek, inzonderheid op artikel 5;

Vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 894/96 du 29 avril 1996;

Vu le règlement (CE) n° 1357/96 du Conseil du 8 juillet 1996 prévoyant des paiements supplémentaires à faire en 1996 au titre des primes visées dans le règlement (CEE) 805/68 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, et modifiant ce règlement, notamment l'article 5;

Vu le règlement (CE) n° 1504/96 de la Commission du 29 juillet 1996 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1357/96 du Conseil prévoyant des paiements supplémentaires à faire en 1996 au titre des primes visées dans le règlement (CEE) n° 805/68 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, et modifiant ce règlement, ainsi que modifiant le règlement (CEE) n° 3886/92 établissant les modalités d'application relatives aux régimes de primes prévus dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne la prime à la transformation;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 1996 déterminant les paiements supplémentaires de prime à la vache allaitante et de prime spéciale aux producteurs de viande bovine;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juin 1992 prescrivant un recensement annuel agricole et horticole à la date du 15 mai, notamment l'article 12;

Vu la concertation avec les Gouvernements régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le marché de la viande bovine a été gravement perturbé du fait de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et qu'il convient d'effectuer sans retard des paiements supplémentaires d'aides en vue de préserver l'avenir du secteur bovin,

Considérant que le recours aux données du recensement agricole et horticole, disponible à l'Institut National de Statistique, s'avère indispensable pour pouvoir payer ces aides dans les délais prescrits,

Considérant que la possibilité d'utiliser d'autres données doit toutefois être prévue,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 déterminant les paiements supplémentaires de prime à la vache allaitante et de prime spéciale aux producteurs de viande bovine est complété comme suit :

« Un supplément national de prime est accordé au producteur qui a participé au recensement agricole et horticole en 1995 conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1992 prescrivant un recensement annuel agricole et horticole à la date du 15 mai.

Le supplément national de prime est basé sur le nombre de vaches laitières et le nombre de vaches allaitantes déclarés par le producteur respectivement sous les codes 521 et 522 du modèle 1 du questionnaire déterminé à l'annexe de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1992 visé à l'alinéa précédent.

Le supplément national de prime par vache laitière déclarée est de 653 FB.

Le supplément national de prime par vache allaitante déclarée est de 1.419 FB.

Le Ministre peut fixer d'autres bases particulières de calcul.

Les paiements visés au premier alinéa et qui sont effectués après le 15 octobre 1996, sont mis à charge des moyens de l'allocation de base 31.52.20.3155 du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, prévus par la loi du 16 décembre 1996 contenant le quatrième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1996 et le deuxième ajustement du Budget des voies et moyens de l'année budgétaire 1996, dans les limites des moyens non utilisés de cette allocation de base. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est complété comme suit :

« Le paiement aux ayants droit du supplément national de prime visé à l'article 1^{er} se fait par l'émission d'un ou de plusieurs chèques circulaires.

Gelet op de verordening (EEG) nr. 805/68 van de Raad van 27 juni 1968, houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 894/96 van 29 april 1996;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1357/96 van de Raad van 8 juli 1996 tot vaststelling van extra betalingen in 1996 bovenop de premiebedragen die zijn vastgesteld in Verordening (EEG) nr. 805/68 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees en tot wijziging van die verordening, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1504/96 van de Commissie van 29 juli 1996 houdende bepalingen ter uitvoering van verordening (EG) nr. 1357/96 van de Raad tot vaststelling van extra betalingen in 1996 bovenop de premiebedragen die zijn vastgesteld in verordening (EEG) nr. 805/68 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, en tot wijziging van die verordening, en houdende wijziging, ten aanzien van de verwerkingspremie, van verordening (EEG) nr. 3886/92 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen inzake de premieregeling in de rundvleessector;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 tot vaststelling van de extra betalingen van de zoogkoeienpremie en de speciale premie voor producenten van rundvlees;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1992 waarbij een jaarlijkse landbouw- en tuinbouw telling per 15 mei wordt voorgeschreven, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de rundvleesmarkt ernstig is verstoord wegens de bovine spongiforme encefalopathie (BSE) en dat het noodzakelijk is om onverwijld extra steunbetalingen te verrichten ten einde de toekomst van de rundvleessector veilig te stellen,

Overwegende dat het onontbeerlijk is beroep te doen op de gegevens van de land- en tuinbouw telling, beschikbaar bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek, om de uitbetaling van de steun binnen de gestelde termijnen te kunnen uitvoeren,

Overwegende dat nochtans de mogelijkheid moet voorzien worden om andere gegevens te gebruiken,

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 tot vaststelling van de extra betalingen van de zoogkoeienpremie en de speciale premie voor producenten van rundvlees wordt aangevuld als volgt :

« Een nationaal premiesupplement wordt toegekend aan de producent die in 1995 deelgenomen heeft aan de landbouw- en tuinbouw telling conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 1 juni 1992 waarbij een jaarlijkse landbouw- en tuinbouw telling per 15 mei wordt voorgeschreven.

Het nationaal premiesupplement wordt toegekend voor het aantal melkkoeien en het aantal zoogkoeien dat door de producent werd aangegeven onder de respectievelijke codes 521 en 522 van model 1 van de vragenlijst vastgelegd in de bijlage van het koninklijk besluit van 1 juni 1992 bedoeld in het vorige lid.

Het nationale premiesupplement per aangegeven melkkoe bedraagt 653 BEF.

Het nationale premiesupplement per zoogkoe bedraagt 1.419 BEF.

De Minister kan andere bijzondere berekeningswijzen vastleggen.

De betalingen, bedoeld in het eerste lid, die verricht worden na 15 oktober 1996, worden ten laste gebracht van de middelen voorzien bij de wet van 16 december 1996 houdende vierde aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1996 en tweede aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting van het begrotingsjaar 1996, op de basisallocatie 31.52.20.3155 van het Ministerie van Middenstand en Landbouw binnen de limieten van de niet-gebruikte middelen van deze basisallocatie. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De betaling aan de rechthebbende producenten van het in artikel 1 bedoelde nationale premiesupplement gebeurt door uitgifte van één of meerdere circulaire cheques.

Sous peine de forclusion, toute réclamation doit être introduite par lettre recommandée auprès du Ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture, Administration de la gestion de la production agricole (DG3) endéans le mois qui suit la publication du présent arrêté. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 14 avril 1997.

Art. 4. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Op straf van uitsluiting dient elk bezwaar per aangetekende brief te worden ingediend bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw, Bestuur voor het landbouwproductiebeheer (DG3) binnen de maand die volgt op de publicatie van dit besluit. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 14 april 1997.

Art. 4. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 97 — 2237

[C - 97/16248]

8 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal relatif aux mesures en matière de commercialisation des animaux d'exploitation en ce qui concerne certaines substances ou résidus de substances pharmacologiquement actives

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet bêta-adrenergique ou à effet stimulateur de production chez les animaux;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1995 portant interdiction de la délivrance de médicaments destinés aux animaux producteurs d'aliments et contenant certaines substances pharmacologiquement actives;

Vu le Règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil du 26 juin 1990 établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale;

Vu la Directive 96/23/CE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôle à mettre en oeuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits notamment les articles 15, § 3, 16, 17, 18 et 23;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Commercialiser : mettre dans le commerce, offrir, exposer en vente, vendre, livrer, céder à titre gratuit ou onéreux, présenter à l'abattage, exporter;

2° Animaux d'exploitation : les animaux domestiques des espèces bovine, porcine, ovine et caprine, les solipèdes, les volailles domestiques et les animaux aquaculteurs ainsi que les animaux sauvages des espèces précitées et les autres ruminants sauvages dans la mesure où ils sont élevés dans une exploitation;

3° Troupeau : l'ensemble des animaux détenus sur un site et formant une entité distincte sur base des liens épidémiologiques constatés par l'inspecteur vétérinaire;

4° Résidus de substances autorisées : toutes les substances pharmacologiquement actives, qu'il s'agisse de principes actifs, d'excipients ou de produits de dégradation, ainsi que leurs métabolites restant dans des denrées alimentaires obtenues à partir d'animaux auxquels le médicament vétérinaire en question a été administré;

5° Substances non autorisées : toutes les substances pharmacologiquement actives, dont l'administration à un animal est prohibée par la législation communautaire et par la législation nationale;

N. 97 — 2237

[C - 97/16248]

8 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit betreffende maatregelen inzake de verhandeling van landbouwdieren, ten aanzien van bepaalde stoffen of residu's daarvan met farmacologische werking

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1995 houdende verbod van aflevering van geneesmiddelen bestemd voor voedselproducerende dieren en die bepaalde farmacologisch werkzame substanties bevatten;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 2377/90 van de Raad van 26 juni 1990 houdende een communautaire procedure tot vaststelling van maximumwaarden voor residuen van geneesmiddelen voor diergeneeskundig gebruik in levensmiddelen van dierlijke oorsprong;

Gelet op de Richtlijn 96/23/EG van de Raad van 29 april 1996 inzake controlemaatregelen ten aanzien van bepaalde stoffen en residuen daarvan in levende dieren en in producten daarvan inzonderheid op artikelen 15, § 3, 16, 17, 18 en 23;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Verhandelen : in de handel brengen, aanbieden, ten verkoop tentoonstellen, verkopen, leveren, afstaan ten kosteloze of bezwarende titel, ter slachting aanbieden, uitvoeren;

2° Landbouwdieren : de huisdieren van de soorten runderen, varkens, schapen en geiten, éénhoevigen, pluimvee en gekweekte vissen, alsmede de wilde dieren van voornoemde soorten en andere wilde herkauwers voor zover ze op een bedrijf worden gehouden;

3° Beslag : het geheel van dieren die op een plaats gehouden worden en een afzonderlijk geheel vormen op epidemiologisch gebied zoals vastgesteld door de inspecteur-dierenarts;

4° Residu's van toegestane stoffen : alle farmacologisch werkzame substanties, zowel de werkzame bestanddelen, de excipientia als de afbraakstoffen, en de metabolieten daarvan, die overblijven in levensmiddelen die worden verkregen van dieren waaraan het bewuste geneesmiddel voor diergeneeskundig gebruik is toegediend;

5° Niet-toegestane stoffen : alle farmacologisch werkzame substanties die krachtens de communautaire wetgeving en de nationale wetgeving niet aan dieren mogen worden toegediend;